

# campagne pour refinancer la sécu



## Combattre la fraude fiscale

« La question que pose ce débat, fondamentalement, c'est comment réduire la dette. On peut alors pointer une sécurité sociale trop généreuse ou s'attaquer à la fraude fiscale, aux gens qui ne paient pas leurs impôts, soulève Michel Hermans, professeur à HEC (ULiège). Je comprends la proposition de la FGTB, mais en supprimant les avantages légaux dont bénéficient les entreprises, on prend le risque qu'elles se délocalisent, et cela vaut surtout pour les grosses sociétés. »

D'autant que celles-ci déplorent déjà le taux d'imposition en Belgique. « Si on taxe trop ces grandes entreprises, soit elles iront voir ailleurs, soit elles tricheront, d'une manière ou d'une autre. »

Ce faisant, le modèle de cotisation sociale généralisée présenté par le syndicat est-il viable ? « Un modèle n'est viable que s'il y a une volonté politique der-



Avant la sécurité sociale, la priorité du gouvernement doit être la fraude fiscale.

rière. Or, pour l'instant, on ne voit pas trop comment on pourrait trouver un compromis sur le sujet. »

Notre interlocuteur estime que, pour réduire la dette, il s'agit de s'attaquer prioritairement à la fraude fiscale, plutôt qu'à la sécu.

« Je pense qu'on ne doit pas trop s'énerver sur la sécurité sociale pour le moment, du moins tant que la Belgique garde une crédibilité pour emprunter. Il faut plutôt s'atteler à combattre la masse de ceux qui trichent, en ne payant pas leurs impôts. » ■ C.Dem

## « Ce modèle, c'est le chômage organisé »

Le modèle de sécurité sociale présenté par la FGTB vise notamment les entreprises. Une proposition inacceptable, réagit la FEB.

La proposition de la FGTB passe mal auprès des entreprises, qui n'entendent pas mettre la main au portefeuille. « La seule chose à laquelle pense la FGTB, ce sont les taxes, dénonce Pieter Timmermans, administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB). Elle estime que la réduction des charges est un cadeau que le gouvernement donne aux entreprises. En réalité, ce n'est pas le cas : c'est un cadeau pour l'emploi ! »

Augmenter le financement de la sécu en misant sur la contribution des entreprises aurait d'ailleurs un effet pervers, poursuit le patron de la FEB : « L'augmentation des recettes mènera à la destruction de l'emploi et au chômage organisé, je ne peux pas le dire autrement. C'est la mesure la plus asociale que la FGTB peut prendre. »

Le risque d'une telle mesure étant la délocalisation de nos entreprises. « On l'a vu par le passé : chaque me-

sure d'imposition supplémentaire est payée cash en termes de perte d'emplois. Ensuite, on peut se demander quel impôt Monsieur Vertenuel (NDLR : président de la FGTB) entend encore augmenter. Nous sommes déjà dans le top 3 européen en matière d'accises, de TVA, d'IPP ou encore de cotisations patronales. Le modèle de la FGTB revient à tuer le dynamisme économique dont la Belgique a pourtant bien besoin. »

### Privilégier l'emploi

Pour sauver la sécurité sociale, la FEB envisage une autre voie. « Avant toute chose, il faut savoir que chaque personne au travail, c'est une économie de 30 000 € pour



Le patron de la FEB dénonce le modèle du syndicat.

les finances publiques : 18 000 euros de recettes supplémentaires sous forme d'impôts et de cotisations sociales, et 12 000 euros de dépenses en moins en allocations de chô-

mage. »

Il faut donc davantage de Belges au travail, « et ça passe par des entreprises compétitives ». Les mesures de suivi et d'accompagnement des demandeurs d'emploi sont également primordiales.

Citons enfin l'enveloppe bien-être (adaptation des allocations sociales) qui doit être affectée prioritairement à la lutte contre la pauvreté, et ce de manière plus efficace. Dans ce cadre, l'accent doit aussi être mis sur les familles monoparentales.

« On est donc dans une optique plus durable que la simple taxation, proposée par la FGTB. » ■ C.Dem